

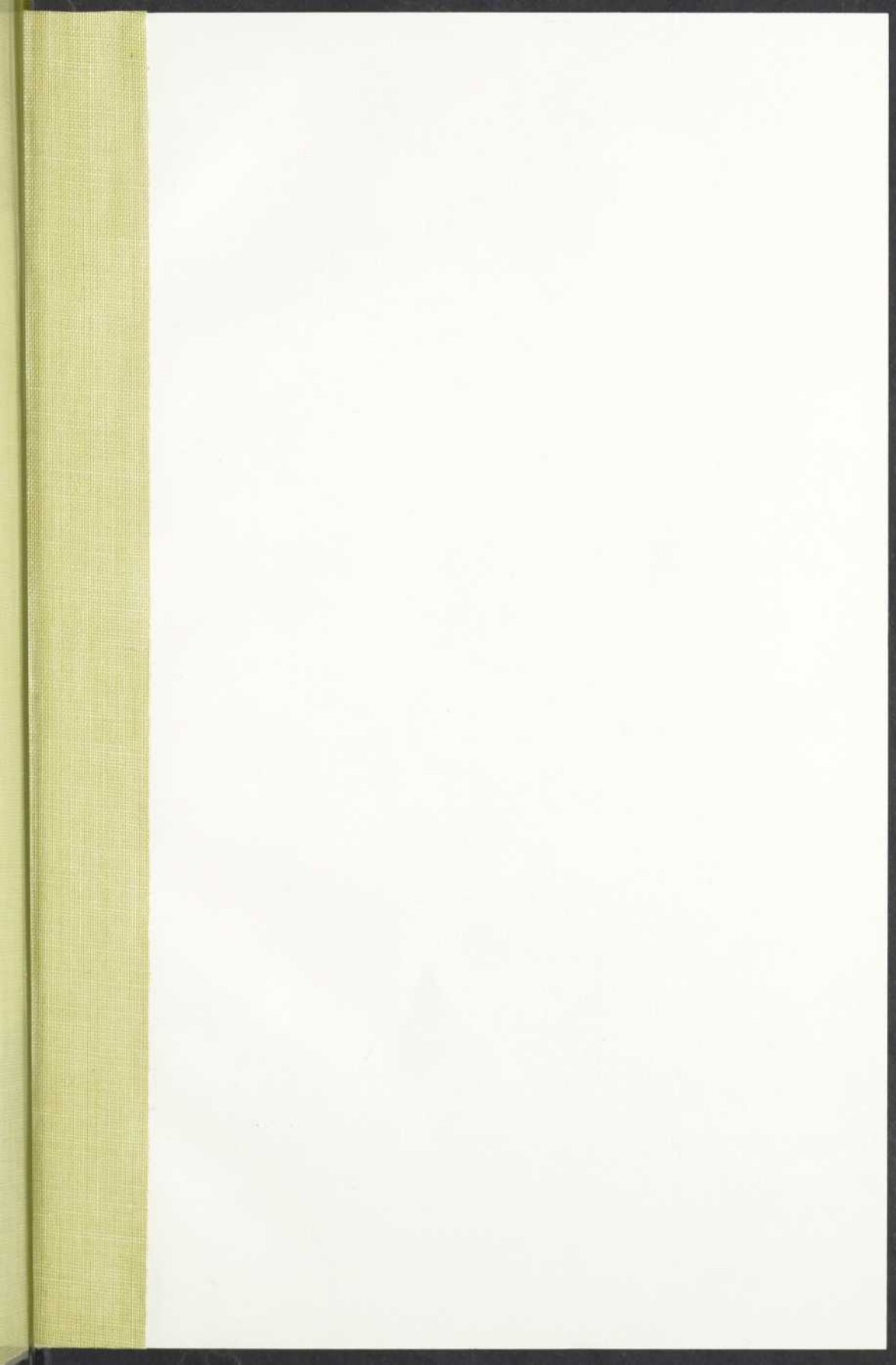
971.061

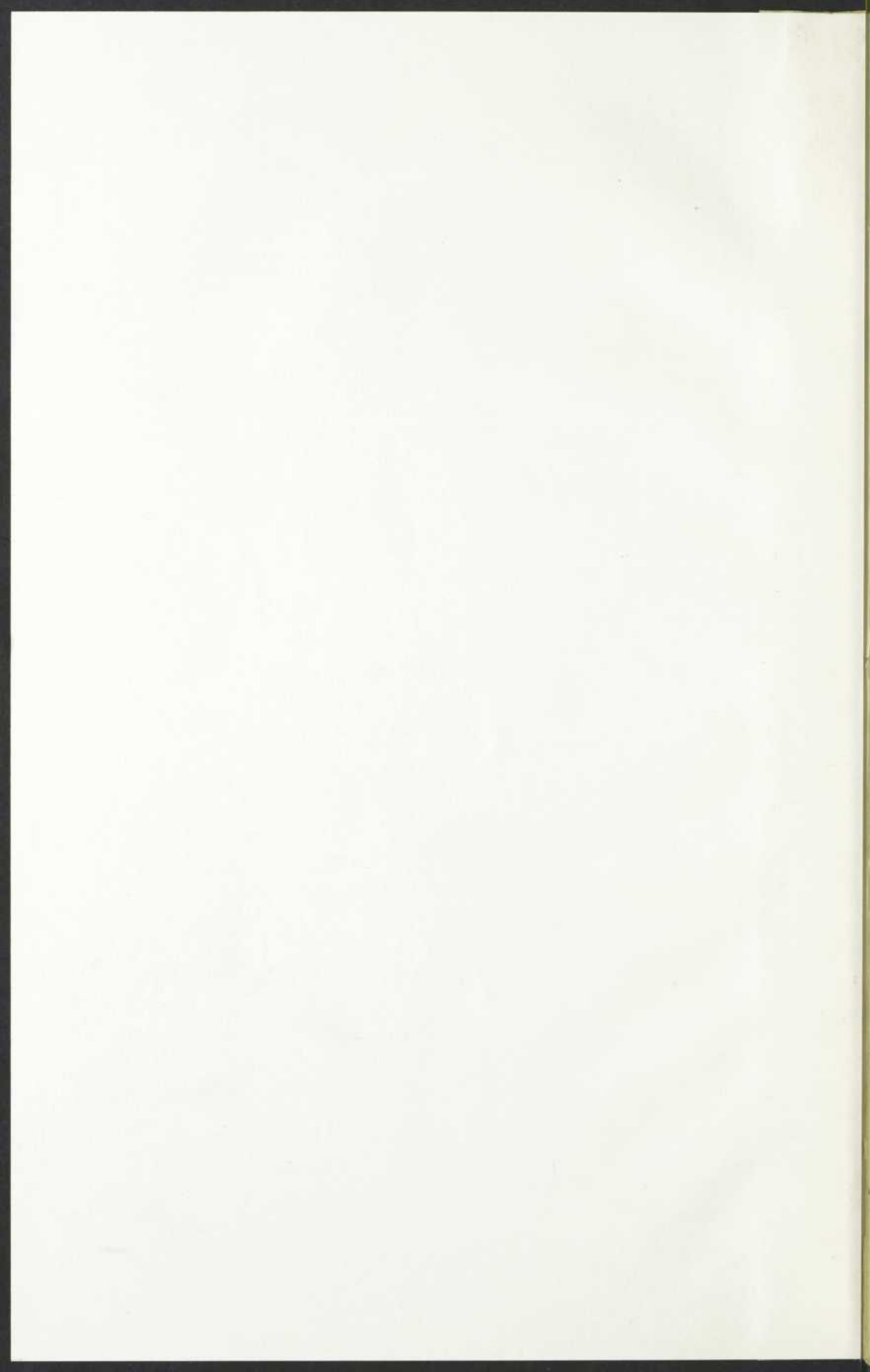
M512g

1921



Bibliothèque Nationale du Québec





**LA GRANDE QUESTION A**

**RESOUDRE**

L'heure est venue de rendre  
un verdict clair.

Discours  
prononcé le 30  
septembre 1921  
par le  
Très Honorable

**ARTHUR MEIGHEN**

au Monument National

**LES TROIS PROGRAMMES**

FC  
555  
M454  
1921

## LES TROIS PROGRAMMES

---

Discours prononcé le 20 septembre 1921 au  
Monument National par le  
Très Honorable  
ARTHUR MEIGHEN

---

### M. MEIGHEN EST HEUREUX DE VENIR A MONTREAL

J'ai aujourd'hui le devoir d'adresser la parole à une imposante assemblée de mes compatriotes canadiens dans la ville la plus grande du Canada. J'entreprends cette tâche, non avec la confiance d'avoir des talents extraordinaires qui pourraient me procurer une heure de triomphe, mais avec la satisfaction d'avoir fidèlement rempli une importante charge publique et d'être toujours prêt à rencontrer par le plus clair langage et la plus complète défense tout défi et tout adversaire qui pourraient se présenter. En ma qualité de Canadien dont le domicile est éloigné d'ici, je viens à Montréal avec un sentiment d'orgueil pour la solidité et l'importance de cette métropole, cette capitale sans parlement, ce centre de l'éducation et de la finance, cette cité qui a conquis les honneurs d'une parfaite maturité, mais qui ne trouve dans son progrès que la promesse incessante de jours encore meilleurs.

### GESTE HONORABLE ET PATRIOTIQUE

Le plaisir que me cause cette visite, est augmenté par la présence sur cette estrade de trois ministres canadiens-français appartenant à cette province et de monsieur Ballantyne, représentant de la minorité de langue anglaise. Quelles que puissent être les opinions poli-

tiques du peuple de Québec, tous doivent être assez larges d'esprit et assez justes pour admettre que messieurs Belley, Normand et Monty ont fait un geste honorable et patriotique lorsqu'ils sont entrés dans le ministère, afin de donner à cette province et à la population canadienne-française du Canada la représentation à laquelle elles ont droit dans le conseil de la nation et laquelle devrait continuer d'exister pour le plus grand avantage de tout le Dominion. Vous admettez aussi, j'en suis sûr, que ces trois ministres canadiens-français représentent leurs compatriotes avec honneur, possèdent de la culture, ont des états de service dans les affaires publiques et, par leur caractère intègre, commandent le respect de tous. J'ai été très heureux de constater que leurs noms ont été accueillis avec faveur, non seulement dans cette province, mais dans tout le Canada.

### LA BONNE ENTENTE

L'heure est certainement arrivée, où nous devons encourager l'existence de meilleurs sentiments et conduire les débats publics sur un ton plus élevé. Si nous ne profitons pas de la présente élection pour élever nos pensées au niveau des questions réellement canadiennes, loin des cris de race, autant vaut admettre tout de suite que la génération actuelle ne saurait guère espérer en ces jours meilleurs. Je crois que le peuple de la province de Québec désire ardemment l'amélioration des conditions actuelles: c'est-à-dire qu'il veut avoir l'harmonie et la bonne entente. J'ai eu des preuves abondantes d'un tel désir. Mais il y a des personnes qui semblent déterminées à empêcher qu'il se réalise. Il y en a qui font appel au peuple en un langage qui frise la trahison, dans le but de soulever des sentiments de revanche contre les autres parties du Canada. Je vous demande, je vous implore de ne pas oublier que les hommes qui font de tels appels sont des politiciens. Mon conseil à vous, aussi bien qu'au peuple des autres provinces est ceci: Ne les prenez pas trop au sérieux. Ils cherchent surtout par ces appels à capter des votes. Mais leur conduite est tout de même entachée de trahison, qu'ils soient justiciables ou non du code criminel. Elle trahit le Canada, le pays que nous aimons. Il est important que je dise ce soir ce que je crois être l'état d'esprit des autres provinces. Celles-ci ne croient pas et rien ne

leur fera jamais croire qu'il y a cause de revanche d'un côté ou de l'autre. Elles veulent s'unir avec le peuple de Québec, et elles veulent résoudre avec vous les questions du jour et non celles du passé. Elles veulent suivre cette ligne de conduite non par esprit de servilité, ni en faisant des apologies, mais parce que cela est dans le meilleur intérêt du Canada. J'espère que je ne vous demanderai pas en vain de répondre à ces aspirations. Je demande aux hommes supérieurs des deux partis politiques de venir à ma rencontre dans cet appel, et de conduire cette lutte sur un terrain qui ne laisserait aucun souvenir des divisions lamentables du passé. Si cet espoir peut se réaliser, et se réaliser maintenant, le pire de nos dangers aura été évité. S'il y a insuccès d'un côté ou de l'autre, nous serons peut-être témoins de calamités irréparables. Les ministres qui sont ici entrent en ligne avec sincérité pour leurs compatriotes comme des amis dévoués de leur province; résolus de travailler à rendre le Canada uni et la nation heureuse et prospère. Je leur fais part ici de ma reconnaissance pour la promesse qu'ils ont faite de donner leur aide dans cette crise. Ce sont les dignes successeurs de ces hommes d'une autre génération dont les noms sont vénérés dans tous les foyers de ce pays, ces hommes qui ont apparu dans cette province alors que l'on avait besoin de chefs et dont les travaux ont rendu possible l'existence du Dominion que nous sommes appelés aujourd'hui à conserver.

## NOTRE PARTICIPATION A LA GUERRE

Ne pouvons-nous pas résumer le passé en un seul mot ? Nous avons pris part à la guerre parce que notre honneur l'exigeait, parce que cela était manifestement de notre intérêt, et parce que chacun des chefs publics et chaque parti politique s'accordait à dire que nous devrions y prendre part. Ce devint un combat gigantesque; des appels pressants furent faits à ce pays et à tous ceux qui s'y étaient engagés, appels surpassant tout ce que l'on avait anticipé et taxant la force nationale jusqu'à ses dernières limites. Nous avons, durant cette période, géré les affaires du gouvernement, toutes vastes qu'elles fussent et nous l'avons fait avec tout le dévouement possible. Ayant mis la main à la charrue nous avons employé toute notre énergie à gagner la victoire. Je ne connais pour ma part, d'autres moyens de mener à bonne fin une guerre ou une partie de guerre après les souffrances épouvantables qu'avaient tra-

versées le monde entier, après des sacrifices sans précédents dans les annales du monde entier, sacrifices que nous avons endurés et dont nous souffrons aujourd'hui, mais que d'autres nations ont endurés plus que nous, après tout cela, le drapeau glorieux de la victoire passait du côté des alliés. Toutes les nations du monde admettent aujourd'hui, que le Canada a rempli un noble rôle et je puis dire sans vaine jactance que le travail exigé pour bien conduire le Canada pendant la guerre a été bien accompli et nous fait honneur.

### L'OEUVRE DE LA PAIX

La guerre est finie et maintenant nous jouissons de la paix. Mettons-nous ensemble pour accomplir l'oeuvre de la paix. Nous nous trouvons sous le poids d'une dette énorme, mais nous pouvons supporter ce poids et nous sommes fiers de le supporter parce qu'il s'est accumulé dans l'accomplissement d'une bonne cause et qu'il est dix mille fois plus léger qu'auraient été les charges et les oppressions de la défaite. Nous sommes aujourd'hui au nombre des peuples les plus fortunés du monde entier. Nos finances sont les plus sûres et les plus solides à l'exception peut-être de celles d'un seul autre pays. Notre commerce, quoique dérangé et passant par des jours difficiles, se maintient avec fermeté. Nous avons beaucoup de chômage, mais nous ne devons pas oublier que nous en avons proportionnellement moins et moins de souffrances que tout autre pays qui a passé par la guerre. Nous devons concentrer nos premiers et nos meilleurs efforts à aider les sans-travail et à leur trouver de l'emploi; mais ne permettez pas à la gravité de notre tâche de nous faire oublier que, alors que d'autres pays ont accepté des notions erronées et adopté une politique fautive et que des millions de leurs citoyens sont aux prises avec la famille et la mort, alors que nous voyons partout la désolation, les agitations et le désespoir, et que nous entendons des appels au secours, de notre côté nous sommes capables de faire face à nos difficultés et l'avenir qui se présente à nous n'est pas sombre, mais il est brillant. Je dis encore: Tournons nos esprits et dirigeons nos énergies vigoureusement vers le travail qui nous attend.

## LA POLITIQUE FISCALE DU CANADA

Quelle est la première chose à faire ? A la base même de tout espoir de stabilité et de prospérité se trouve la politique fiscale du Canada. Que sera cette politique ? Chaque province du Dominion a beaucoup à gagner ou à perdre dans un avenir rapproché par une décision fautive sur la question du tarif, mais aucune province n'a plus à perdre que la vieille province de Québec. Maintenant, qu'est-ce que la question du tarif et que devriez-vous faire au sujet de cette question ? Il y a une question du tarif et elle est très vitale, puis, dans mon opinion, elle est pleine de périls et doit être décidée sans retard par le peuple canadien.

## LE PARTI CRERAR-WOOD

Il y a un parti dirigé par Messieurs Crerar et Wood — ou peut-être devrais-je changer cette ordre de préséance — qui ont mené pendant plusieurs années, et avec énergie durant les derniers quatre ans, une campagne déterminée dans le but de renverser absolument la politique fiscale de ce pays. Ce parti a confiance qu'il réussira dans cette élection. Ceux qui le composent savent ce qu'ils veulent. Ils l'ont inscrit en blanc et en noir. Ils ont complété durant ces dernières années une puissante organisation. Ils ont des compagnies de grain et toutes sortes d'entreprises commerciales et ils emploient leurs ressources dans leur propagande politique. Ils ont pratiquement exterminé le parti libéral dans l'Ouest et ils ont beaucoup accompli dans ce sens dans la province d'Ontario. Ils feront ce qu'ils désirent faire s'ils ont la majorité et ni monsieur Crerar ni monsieur Wood ne réussiront à obtenir qu'ils reculent de leur position, ni à jouer avec leurs desseins, si leurs candidats sont élus au parlement. Je n'ai jamais cherché à diminuer et je ne veux pas amoindrir aujourd'hui la force du mouvement politique des fermiers, ni l'insidieux péril de leur appel aux classes, et je vous demande, à vous comme à tout auditoire canadien de ne pas l'amoindrir, mais de vous lever et d'envisager les faits. Ils cherchent maintenant, comme par le passé, à se renforcer par une alliance avec certains éléments dans les cercles ouvriers, et vous n'avez qu'à lire ce qui se passe pour constater qu'ils espèrent utiliser l'école radicale, afin de donner plus

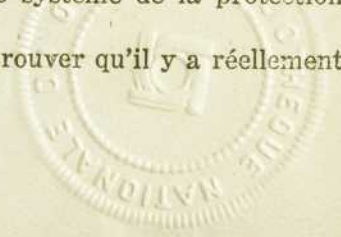
de vigueur à leur campagne fédérale. J'ai déjà attiré l'attention publique sur ce fait il y a plusieurs mois et j'ai été amèrement blâmé, mais ce que j'ai dit était vrai et les événements des quelques dernières semaines ont prouvé que c'est absolument vrai, et personne qui désire être cru n'en peut nier la vérité aujourd'hui. Je sais qu'ils cherchent seulement à s'entendre avec leurs ouvriers afin de satisfaire leurs propres fins contre les intérêts de ceux-ci, mais je ne pense pas que cela les mène bien loin. Je sais également que des milliers de leurs propres membres ne veulent pas d'une alliance avec les extrémistes parce que les cultivateurs sont intéressés à l'agriculture plus qu'à la politique et veulent avoir surtout la sécurité dans la propriété. Ils sont aussi fortement opposés aux "ismes"; communismes, socialismes, etc., que n'importe quelle autre personne dans ce pays. Maintenant vous me demandez qu'est-ce que ce mouvement politique est déterminé à obtenir. Voici ce à quoi ils se sont engagés et ce que chacun de leurs candidats s'engage à appuyer tel que je l'extrais du programme qu'ils ont publié: (a) La protection est dénoncée dans trois paragraphes distincts comme mauvaise et vicieuse; (b) "Réduction générale immédiate et substantielle des droits de douane;" (c) "Augmentation de la préférence britannique à 50 pour cent et libre échange avec la Grande-Bretagne dans cinq ans;" (d) "Réciprocité illimitée avec les Etats-Unis;" (e) "Entrée en franchise de tous les instruments aratoires et des ustensiles de cuisine, de toutes voitures, du charbon, du bois, du ciment," et une liste assez longue d'autres articles. Je soumetts cela au peuple de Montréal, ce soir, tout comme je l'ai soumis au peuple de Portage-de-la-Prairie, mardi soir. Voulez-vous que cela soit la politique du Canada? N'admettez-vous pas que cette politique signifie l'effacement de la protection dans le tarif de ce pays? C'est bien là d'abord ce que cela signifie parce que c'est une dénonciation de tout le principe de la protection. Ensuite vous ne pouvez enlever le tarif de tous les instruments manufacturés, des ustensiles de maison, des provisions de bouche et d'une douzaine d'autres classes générales de marchandises — en fait d'à peu près tout ce que nous sommes obligés de consommer dans ce pays — et maintenir en même temps la protection sur d'autres choses. Comment un homme sérieux ou une femme sérieuse, peuvent-ils songer à détruire la protection des industries vitales de ce pays et laisser sans aucune mesure de protection les autres industries qui sont moins importantes. Une telle chose ne s'est jamais faite nulle part, ne pourra jamais se faire. C'est injuste, c'est partial, c'est impossible, c'est mal. Alors, je dis que ce programme comporte l'abolition du système protecteur en ce pays et je dis que le peuple du Canada, ici et partout ailleurs, doit dé-

cider maintenant si, oui ou non, nous sommes prêts à abandonner le tarif protecteur. J'ajouterai seulement ceci : Si vous n'êtes pas prêts à faire cela, ne feriez-vous pas mieux d'adopter le moyen droit, ouvert et certain, d'appuyer le tarif protecteur en combattant ceux qui le combattent ? N'est-ce pas là la ligne de conduite virile, honnête et équitable qui s'impose ? N'est-ce pas la chose la plus sûre à accomplir ? Je pose cette question à tous ceux qui m'entendent et je vous demande de ne pas l'oublier, et de la conserver présente à votre esprit jusqu'au jour du scrutin. C'est la véritable question que vous déciderez, lorsque vous voterez dans cette importante campagne.

### LA PROTECTION EST NECESSAIRE

Pourquoi parler de protection, me dites-vous ? Les libéraux de MacKenzie King qui se présentent dans cette ville ne sont-ils pas tous en faveur de la protection. Eh bien, je vais vous dire pourquoi je parle de la protection. J'en parle parce que dans cette lutte je me suis opposé absolument et carrément aux adversaires de la protection du Canada et parce que je sais que ces adversaires sont assez forts pour qu'il soit nécessaire, afin de les vaincre, de faire une lutte directe, franche et sans faux-fuyants. Je parle de protection ici parce que j'en parle dans les plaines de l'Ouest. Je combats les adversaires de la protection dans les plaines de l'Ouest. C'est la seule manière que je connaisse de défendre toute cause et c'est la seule manière que je connaisse d'en assurer le succès. Vous savez, et tous ceux qui ont étudié longtemps et sérieusement cette question, savent que la protection est ce qui convient à ce pays et lui est nécessaire ; elle lui est nécessaire plus que toute autre question ou mesure de politique ; sans elle, nous n'avons aucune chance de succès dans la lutte industrielle. Vous ne l'ignorez pas, je le sais, et si vous ne l'ignorez pas, je dis qu'il faut absolument vous prononcer en ce sens, afin qu'aucun homme ni aucun parti ne puisse se tromper sur votre décision. Vous savez cela et, alors, croyez-vous que vous faites bien de vous confier à des hommes qui sur le champ de bataille et dans le camp des ennemis de la protection n'osent jamais combattre ces ennemis, qui se refusent et prétendent, tout en souriant, être les amis politiques et les alliés de ceux qui attaquent ouvertement et fortement tout le système de la protection en ce pays et qui veulent la détruire.

J'espère que j'en ai dit assez pour vous prouver qu'il y a réellement



une lutte sur ce point, une vraie et grande lutte. S'il y en a qui ne saisissent pas toute l'étendue et n'en comprennent pas toute la signification, ils seront certainement renseignés à ce sujet avant plusieurs mois.

### LE GROUPE MACKENZIE-KING

Que dire maintenant du groupe libéral de MacKenzie-King ? A entendre parler sur ce point dans la province de Québec, vous croiriez, si vous n'étiez mieux renseignés, que ce sont des protectionnistes convaincus et généreux, et, qu'entre leurs mains, tout est sûr. Je puis vous prouver aussi clairement que s'il s'agissait de la table d'addition, qu'ils ont ou l'intention d'étrangler et de détruire la protection, ou alors que rien n'est sûr entre leurs mains. Je n'aime pas à lire au milieu d'un discours, mais il le faut, ce soir, parce que si quelqu'un ne vous le lit pas, vous ne saurez jamais, ici dans la province de Québec, qu'il existe un programme que l'on appelle le programme libéral. Au cours de nombreuses sessions de la Chambre des Communes, l'Opposition a proposé tantôt une chose, tantôt l'autre, comme politique de tarif; elle a demandé un jour des instruments aratoires exempts de droits, le lendemain, elle a demandé autre chose et tous ses députés de Québec ou presque tous, ont voté en faveur de ces résolutions. Enfin, au mois d'août 1919, il y a exactement deux ans, l'Opposition a convoqué une convention libérale du Canada tout entier et le programme suivant de tarif a été adopté unanimement à cette convention :

“Qu'il est du meilleur intérêt du Canada que les fardeaux des taxes de douane soient considérablement allégés afin qu'il soit possible d'accomplir deux projets de la plus haute importance.

Premièrement—de réduire le coût très élevé de la vie qui pèse tant sur la masse du peuple.

Deuxièmement—de réduire le coût des instruments de production dans les industries qui ont pour base les ressources naturelles du Dominion, ressources qu'il est absolument nécessaire de développer dans l'intérêt du progrès et de la prospérité de notre pays.

Qu'à cette fin, le blé, la farine et tous les produits du blé; les principales denrées alimentaires, les instruments aratoires et les machines, les tracteurs pour les fermes, les machines pour les mines et les moulins à farine et les scieries, ainsi que les parties qui sont nécessaires pour les réparations, le bois brut et façonné, l'essence, les huiles à brûler



ou à lubrifier; les filets, cordages de filets et le matériel nécessaire aux pêcheurs, le ciment et les engrais, soient exempts de droits de douane, ainsi que la matière première qui y entre.

Qu'une révision à la baisse soit faite du tarif et pourvoie à des diminutions considérables dans le coût des vêtements, chaussures et autres objets de consommation générale, autres que les articles de luxe, ainsi que dans le coût des matières qui entrent dans la confection de ces articles.

Que le tarif préférentiel britannique soit porté à 50 pour cent du tarif général.

Et le parti libéral s'engage par la présente, à mettre en vigueur, par une législation, les termes de la présente résolution lorsque ce parti reviendra au pouvoir."

#### LIBERAUX ET FERMIERS ONT LE MEME PROGRAMME

Je cite mot à mot. Pendant que je lisais ce programme, vous n'avez pu qu'être frappés par sa ressemblance avec la politique de tarif du parti agraire. Le programme de M. Wood et de M. Crerar demandait que le charbon soit exempt de droits et les libéraux de la Nouvelle-Ecosse ont refusé d'accepter cela et alors ils ont enlevé le charbon du programme. Messieurs Wood et Crerar s'étaient engagés à ce que les véhicules soient exempts de droits. Les libéraux d'Ontario s'y sont objectés et les véhicules exempts de droits ont été mis de côté. Cependant, sauf ces deux articles, ils ont avalé presque tout le programme des politiciens agraires. Vous me demandez pourquoi ils ont agi ainsi. Tout le monde le sait. Ils ont agi ainsi afin de faire entrer dans leur troupeau tous les anti-protectionnistes de ce pays. Ils ont agi ainsi pour faire entrer dans leurs rangs le parti politique agraire. Voilà pourquoi ils ont agi ainsi; mais ce qu'il est important de se rappeler, c'est qu'ils ont agi ainsi et que leur programme à ce sujet est maintenant en blanc et noir. Ce n'est pas une déclaration de principes. C'est une suite d'engagements précis sur la question fiscale. C'est un ensemble de billets promissoires bien authentiques dont tous les blancs ont été remplis. Pour mieux se prononcer ils ont ajouté, à la fin, qu'ils mettraient ce programme bien défini sous forme de loi lorsqu'ils reviendraient au pouvoir. Des "instruments exempts de droits", cela a une signification et n'en a qu'une seule. Cela ne peut signifier autre chose. Des "denrées alimentaires exemptes

de droits", cela a une signification et n'en a qu'une seule. Cela ne peut signifier autre chose. Le "blé et les produits du blé exempts de droits", cela a une signification et n'en a qu'une seule. Cela ne peut signifier autre chose. Les "droits sur les chaussures et les vêtements", cela a une signification et n'en a qu'une seule. Cela ne peut signifier autre chose. Ces promesses, ces billets promissoires, ils doivent être honorés ou ils doivent être refusés.

Je demande maintenant à vous, citoyens de Montréal, je demande à vous citoyens de Québec et je demande aux citoyens du Canada : — Vous attendez-vous à ce qu'ils les honorent ou à ce qu'ils les refusent ? Sur quelle alternative comptez-vous ? Je sais ce que la plupart de vous pensent. Vous ne vous attendez pas à ce qu'ils arrivent au pouvoir.

Quant au programme de MacKenzie-King, programme qu'il a accepté en devenant chef de son parti, je vous en dis la même chose que je vous ai dite au sujet du programme Wood-Crerar. Vous ne pouvez enlever la protection dans les industries importantes et vitales du Canada.

### L'ON NE PEUT SUPPRIMER LA PROTECTION

Vous ne pouvez supprimer la protection des grandes industries vitales du Canada, des nombreuses industries engagées dans la fabrication des instruments de production, des choses qui nous sont essentielles ; des producteurs et de fabricants des denrées alimentaires qui nous sont de première nécessité. Je dis que vous ne pouvez traiter ainsi les grandes industries fondamentales et maintenir un système de protection quelconque. Cela est inéquitable, cela est mauvais ; cela n'a jamais été fait nulle part et ne peut réussir parce que c'est injuste, faux en principe et mauvais. Quand vous décidez pour ou contre la politique fiscale libérale vous choisissez entre la protection et sa suppression complète. La ligne de combat est donc bien tracée. Ils ont choisi leur poste et doivent s'y tenir. Dans d'autres parties du pays ils engagent la bataille sur ce programme, prêchant ces doctrines et se liant à sa réalisation. La position que je prends, celle du Gouvernement et du parti qui l'appuie, dans toutes les provinces de la Confédération, est opposée à ce programme des premiers rangs jusqu'à l'arrière-garde. Nous combattons dans tout le pays contre la politique de M. Wood et de M. Crerar et de tous ceux qu'ils représentent, et nous faisons la même lutte contre la politique jurée de M. MacKenzie-King et tout ce qu'elle représente.

## ETRANGE ETAT DE CHOSES

Inutile d'argumenter ici contre la politique fiscale de M. MacKenzie-King et les engagements qu'il prend.

Je suis ce soir dans la province dont il attend le plus fort de son appui, mais en même temps, dans la province qui, je le sais, a le moins de sympathie pour la politique qu'il préconise. Comment expliquer cet étrange état de choses ? Il n'y a qu'une manière de l'expliquer, et c'est celle-ci : Ils semblent être nombreux ceux qui croient en la politique du Gouvernement et n'ont aucun doute quant à sa sincérité, mais que l'habitude plutôt que le raisonnement porte à voter contre le Gouvernement. Ceux-là ne veulent pas de la politique de MacKenzie. Ils ne voient que désastre dans la réalisation des engagements de son parti. Sur quoi donc se basent-ils ? Voici ce qui semble évident. Ils n'ont aucune foi dans les engagements de King et de ses partisans, solennellement affirmés en convention, mais ils ont toute confiance que ces engagements seront brisés. Ils n'ont aucune confiance dans le programme de ces hommes, mais ils comptent sur leur duplicité. Cette confiance s'explique jusqu'à un certain point. Le chef du parti libéral consacre la moitié de son temps à solliciter une fusion avec le parti agraire, le suppliant pitoyablement de l'aider et insistant sur le fait que les promesses des deux partis concernant le tarif sont pratiquement les mêmes. Il leur relit le programme de la convention libérale et les prie de le laisser se joindre à eux pour renverser le Gouvernement. Il fait du programme de la convention libérale l'instrument de son appel. Il emploie le reste du temps à de colossales inepties de ce programme. Il s'efforce maintenant et depuis deux semaines d'expliquer à la population de Toronto et des provinces de l'Est que la détaxe des instruments aratoires ne signifie pas du tout une détaxe ; que le dégrèvement des denrées alimentaires n'est pas un dégrèvement ; que l'affranchissement du ciment n'est pas un affranchissement, mais que tout cela signifie autre chose qu'il ne spécifie pas. En un mot, c'est une renonciation éhontée à ses engagements et ses promesses. La franchise, dit-il, que dans la "lettre". Les Promesses bien définies de son programme ne sont des promesses, dit-il, que dans la "lettre", et il affirme au peuple canadien que "la lettre tue mais que l'esprit vivifie". Je m'accorde avec lui en ceci que la détaxe absolue des instruments aratoires tue, comme aussi le dégrèvement des denrées alimentaires. Ils tuent non seulement des centaines d'industries fabriquant ces produits, mais il se peut bien qu'ils le tuent lui aussi. Mais réfléchissez un moment

taires; de "l'esprit" de l'abrogation du droit sur le ciment. On peut se faire une idée de "l'esprit" d'un principe, mais M. Mackenzie-King et ses adhérents à la convention libérale se sont engagés non pas vis-à-vis d'un principe, mais bien à suivre une ligne de conduite précise, concrète et sans ambages. Au leader de l'Opposition libérale et à ses partisans il ne reste que deux alternatives. Il ne leur reste qu'à répudier publiquement leurs avancés d'il y a deux ans. Ils doivent répudier les engagements so-à votre aise. Que dire de ceux qui parlent de "l'esprit" du dégrèvement d'instruments agricoles; de "l'esprit" de la détaxe des denrées alimentaires de leur convention, ou, à défaut, déclarer publiquement au pays qu'ils ont l'intention de donner force de loi à ces engagements. Toute autre conduite est indigne et malhonnête. Je doute que le peuple de ce Dominion désire voir le programme libéral devenir la loi du pays et je sais qu'il n'approuve pas la malhonnêteté. Il ne veut pas la chicanerie. Il ne veut assurément pas comme nation mettre le sceau de son approbation sur un acte de flagrante et évidente duplicité.

### LES DEUX PARTIS D'OPPOSITION FONT FAUSSE ROUTE

Maintenant vous connaissez les principes de l'opposition. Je vous ai lu sa profession de foi. Vous connaissez aussi ce que recherche le parti Wood-Crerar. J'ai lu des articles de son programme, ce à quoi il s'engage, ce qu'il a décidé de faire. Or, nous en sommes arrivés dans ce pays à un stage, comme je l'expliquerai tantôt, où il serait non seulement absurde mais désastreux de légiférer dans le sens des engagements de l'un ou de l'autre de ces deux partis. Tous les deux font fausse route, fausse route absolument et fausse route dans la même direction. D'où il s'en suit que chez eux tout est faux et que le pays ne peut d'aucune façon prendre le risque de traiter la question à la légère. Tout ce que je demande au peuple canadien, à tout le peuple canadien, c'est de voter pour ses véritables convictions. Etudiez la question sérieusement et votez pour ce que vous jugez être la vérité. Votez pour ceux qui indiquent la bonne voie pour la solution des questions vitales du jour. Votez pour la politique que sincèrement vous reconnaissez comme la vraie politique canadienne et votez pour ceux qui livrent bataille aux ennemis de cette politique, quels qu'ils soient et où ils se trouvent.

## LE TARIF ACTUEL EST CELUI DE LAURIER

Le leader de l'Opposition, je m'aperçois, appelle le présent tarif un tarif protecteur des combines, des monopoles et des trusts et déclare qu'il préconise un tarif pour "le producteur et le consommateur". Mais, le tarif actuel est le tarif du gouvernement Laurier, dont faisait partie le Leader de l'Opposition; si donc, ce tarif protège les combines, les monopoles et les trusts, il est de ceux qui en portent la responsabilité. Ce tarif a été réduit depuis 1911 et en moyenne il est sensiblement moindre qu'alors, mais, sauf les réductions, c'est le tarif de Laurier. Quelles blagues que toutes ces balivernes à propos d'un tarif protecteur des combines, des monopoles et des trusts. Il serait beaucoup plus honnête et assurément beaucoup plus courageux de la part de M. King de nous dire quels sont ces combines, ces monopoles et ces trusts. Son devoir serait de les nommer les uns après les autres et puis de déclarer qu'il prétend enlever des droits des articles qu'ils fabriquent. N'est-ce pas là sa ligne de conduite toute tracée? En vérité, et tout homme d'affaires le constate, s'il veut réfléchir dix minutes, la grande industrie souffrira beaucoup moins d'une réduction de tarif que la petite industrie qui fabrique le même produit. Aucune de nos industries n'est comparable aux industries américaines qui leur font concurrence, et ce sont ces petites industries qui, les premières, disparaîtront si le tarif est insuffisant pour leur permettre la concurrence. La petite industrie, non la grande, est donc, en un mot, le facteur qui doit déterminer le droit à imposer sur un article donné. Qu'une grande industrie voit le tarif sur ses produits abrogé, son commerce au Canada de nul profit, et elle augmentera sa production aux Etats-Unis ou construira ses usines par de là les frontières et en définitive les propriétaires auront beaucoup moins à perdre que le Canada qu'on les aura forcés de quitter.

## C'EST LE MOMENT DE RENDRE UN VERDICT CLAIR

Le tarif est le moyen par lequel, dans un monde où la protection prévaut partout, un pays peut garder chez lui un système d'industries qui donne du travail au peuple en assurant la préférence à ses propres marchés, en retenant et favorisant sa population, en évitant de devenir le

dépotoir du surplus de production d'autres pays dont les marchés sont protégés et de n'être en même temps, pour ces pays qu'une source d'approvisionnement des matières brutes qui sont la base de leur vie industrielle. Le temps est venu, ou jamais, de s'insurger contre les ennemis du système protecteur, quel que soit le drapeau qu'ils suivent. C'est le moment de rendre un verdict bien clair et de régler cette question pour toujours.

Sur la frontière qui nous sépare des Etats-Unis, nous avons à faire face à une situation qui exige que le Canada expose franchement son attitude. En 1913, les Etats-Unis décidèrent qu'il était mieux pour eux d'abaisser le tarif. Ils l'abaissèrent, mais en le laissant encore plus élevé en moyenne que le tarif canadien. Même après cette réduction, ils vendirent au Canada pour près de deux dollars de marchandises pour chaque dollar de produits qu'ils nous achetèrent. Depuis cinq ans, ils nous ont vendu en moyenne \$773,000,000 par année et n'ont acheté que pour environ la moitié de cette somme. Changeant d'attitude ce printemps dernier, ils ont adopté le tarif Fordney, la barrière la plus formidable qu'ils aient depuis longtemps érigée contre nous. Il est donc évident qu'ils ne veulent pas acheter de nous autant même qu'ils l'ont fait depuis 1913. Ils ont fermé la porte à plus de \$168,000,000 par année de produits de la ferme que nous leur vendions. Ils refusent aussi certains autres de nos produits. Le parti Wood-Crerar, le parti qui sait ce qu'il veut, nous dit que le moyen de réagir est de réduire le tarif canadien et de leur acheter encore plus de marchandises. M. King, après avoir brûlé son programme en effigie, déclare que nous devons faire une réduction générale du tarif. Sa politique telle qu'il l'a définie dernièrement, est de dire aux cultivateurs canadiens : il vous faut cesser d'expédier les produits de vos fermes aux Etats-Unis. Vous ne pouvez y pénétrer qu'en dépit d'un lourd tarif, et pour \$160,000,000 de vos produits sont exclus. Le bon moyen, dit-il, est de réduire encore notre tarif déjà très modéré et d'ouvrir nos portes à l'immense flot des produits agricoles américains qui se vendront ici en concurrence avec nos propres produits de la ferme. Cela ne peut être juste. Je ne crois pas que ce soit là une bonne, une digne politique. Je suis convaincu qu'elle n'est pas dans notre intérêt. Elle est injuste pour l'industrie agricole de ce pays, injuste pour tout le monde. Nous achetons tant des Etats-Unis actuellement, comparé à ce que nous leur vendons, que notre dollar ne vaut plus que quatre-vingt-huits cents à la frontière. Si grande est la demande de leur monnaie pour payer l'excès de marchandises que nous leur achetons, que le cours de cette monnaie monte continuellement et que le change que nous leur payons chaque

année se chiffre à \$50,000,000. Il n'y a qu'un remède que je connaisse à cet état de choses : c'est de réduire nos achats et d'augmenter nos ventes, et je sais, comme chacun sait, que le moyen de n'y pas parvenir est d'abaisser le tarif, car de ce fait nos achats augmenteront fatalement à cette époque où ils élèvent leur tarif, ce qui ne pourra que diminuer nos ventes.

## NOUVELLES AVENUES OUVERTES AU COMMERCE

Notre but maintenant et toujours est d'ouvrir des avenues au commerce entre notre pays et les pays qui consommeront nos produits. Ce seront là des avenues permanentes qui assureront de véritables marchés sur lesquels nous pourrions compter et qui grandiront. Les Etats-Unis sont notre concurrent naturel — le plus fort concurrent que nous avons. Ils achètent quantité de nos marchandises et en emploient une partie ; mais ils ne font qu'en distribuer la plus grande partie au consommateur définitif, et autant ils en font usage autant de plus ils ont à vendre et plus ils multiplient les débouchés de leur commerce. Personne ne prêche ou n'a jamais prêché la doctrine "ni échange ni commerce avec la république". C'est là invention pure et fausseté. Mais tout Canadien, je crois, doit avouer que ce qu'il y a de mieux à faire est de dévouer notre énergie à l'expédition de nos produits, directement à ceux qui en ont besoin et les consommeront, et de compter le moins possible sur la politique fiscale américaine, sur les fabriques américaines et sur les moyens de distribution américains. C'est cette politique plus éclairée que nous avons voulu suivre depuis quarante ans. Maintes leçons nous ont prouvé qu'elle était la seule bonne. Faisons face au tarif américain avec la résolution de suivre fidèlement la voie que nous nous sommes tracée pendant ces longues années. Voilà l'esprit qui anime le Canada et qui s'affirmera le jour de l'élection.

Telle n'est pas notre situation aujourd'hui qu'une législation quelconque des autorités de Washington doive nous faire dévier de notre but, et nous n'avons pas l'intention de nous mettre en telle posture que les intérêts vitaux du Canada puissent être anéantis par les variations du tarif des Etats-Unis.

## LE GOUVERNEMENT NE FUT PAS INJUSTE POUR L'AGRICULTEUR

Notre gouvernement n'a pas et n'a jamais eu, pas plus que tout autre gouvernement au Canada, le désir d'être injuste envers la population agricole. Ce gouvernement a réduit au plus bas chiffre possible les droits sur les instruments aratoires. Ils les a réduits d'une moyenne de 20 pour cent à une moyenne de 14 pour cent depuis 1911. Ils sont les plus bas dans toute l'échelle douanière. Pour nous rendre au désir de plusieurs agriculteurs, nous avons agréé, il y a trois ans l'offre des Etats-Unis d'un libre-échange de blé et des produits du blé. Ce projet, cependant, à cause de la guerre, ne fut réalisé que l'automne dernier. Six mois plus tard, les Etats-Unis rescindèrent cette convention et imposèrent un droit de trente-cinq pour cent sur le blé et vingt pour cent sur la farine. Nous arrê tâmes une semblable convention pour le libre-échange des pommes de terre, convention que le tarif Fordney renversa en taxant les patates de 25 pour cent le boisseau. Pareille réciprocité fut consentie en ce qui regarde les droits de pêche, mais ce printemps les Etats-Unis changèrent encore d'idée là-dessus et nos pêcheurs ont dû modifier la manière de faire leur commerce. Tout Canadien doit être aujourd'hui persuadé, s'il ne l'était déjà, que notre développement et notre amour-propre exigent qu'en matière de tarif notre législation s'inspire des intérêts canadiens; que notre tarif reste libre de tout enchevêtrement avec celui de notre plus puissant concurrent; que nous poussions droit de l'avant le développement des marchés existants et permanents dans les pays qui consomment aujourd'hui le surplus de nos produits et qui eux-mêmes n'ont pas un surplus de même nature. Voilà la politique que je sou mets à l'approbation du peuple canadien.

## LA BONNE SOLUTION

Si l'élection de 1921 apporte à cette question la bonne solution, alors tous sauront qu'elle est enfin réglée et que le pays peut marcher de l'avant. Nous ne pouvons progresser avant que nous l'ayons décidée. Un verdict incertain amènera l'instabilité et la stagnation, l'intrigue qui met aux prises les groupes et la stérilité qui résulte d'un tel état de choses. Ce dont le pays a besoin avant tout, est une déclaration précise, raisonnée, sur la politique tarifaire du Canada. Que cette question enfin soit

arrêtée définitivement réglée et partout les affaires reprendront leur essor et l'industrie son développement; l'incertitude et l'hésitation disparaîtront, l'énergie activera les rouages, le chômage cessera et nous serons de nouveau orientés pour la plus haute et la plus longue étape de progrès que ce pays a jamais franchie. J'entends qu'on parle d'autres questions que celle du tarif. Jusqu'à ces derniers temps, le tarif seul existait. Aujourd'hui on parle d'économie et de chemins de fer; on m'accuse d'autocratie et on proclame l'importance de ces questions. Le gouvernement actuel ne craint aucune question.

### LES CHEMINS DE FER

Le déficit des chemins de fer forme un gros chiffre, à coup sûr, qui se maintiendra pour quelque temps encore, parce que, en 1903 et les années subséquentes, le gouvernement fédéral s'est aventuré dans des entreprises ferroviaires qui ont exigé des dépenses colossales que ce pays doit solder, parce qu'il ne se trouve personne autre pour les solder. Ont-ils bonne grâce, ceux qui, après avoir accumulé sur ce pays les obligations de leur politique ferroviaire, obligations qu'il nous faut rencontrer aujourd'hui, se lèvent pour déplorer le déficit qui n'est, après tout, que la conséquence de leur imprévoyance alors qu'ils avaient la direction de la chose publique. Ils apparaissent dans une attitude vraiment tragique ceux qui, après avoir doté ce pays du chemin de fer transcontinental, viennent supplier le peuple canadien de les restaurer au pouvoir pour qu'ils pratiquent l'économie.

### LE COUT DU GOUVERNEMENT EST RESTE STATIONNAIRE

Sauf cette dépense inévitable, à laquelle nous devons bravement faire face, nous efforçant d'année en année d'en alléger le fardeau — et j'ai confiance que la chose est possible — sauf cette dépense et les déboursés extraordinaires pour rencontrer nos obligations envers ceux qui ont combattu nos combats, pour solder les intérêts de la dette de guerre et pour maintenir les nouvelles administrations nées de la guerre, le coût du gouvernement est resté pratiquement stationnaire depuis dix ans.

Nous avons considérablement retranché, bien qu'à regret, sur les travaux publics. Nous avons réorganisé divers services de l'administration, et de ce chef effectué de grandes épargnes, et j'ose dire que l'administration ordinaire du gouvernement ne coûte pas au pays aujourd'hui plus de trois pour cent de plus qu'il y a dix ans. Je doute fort qu'il y ait pu limiter sa dépense au chiffre d'il y a dix ans.

### **PRETS A RENCONTRER LEURS ADVERSAIRES**

Nous sommes prêts à rencontrer nos adversaires sur tout terrain qu'il leur plaît de choisir au gré du moment; mais il est difficile de répondre aux accusations démagogiques d'autocratie sans qu'on spécifie l'acte particulier sur lequel porte l'accusation. Perte de temps que de s'occuper sérieusement d'aussi vagues jabotages. L'important est de ne permettre que rien ne vienne obscurcir les questions sur lesquelles le gouvernement a été attaqué au cours de ces dernières années; l'important est de proclamer de façon nette et claire notre politique, pour que tous puissent voir ce qu'ils doivent décider; l'importance est de croiser le fer franchement et solidement sur ce terrain, et mettre fin à tout suspens, ainsi qu'aux attaques insidieuses et traîtresses, et d'éteindre à tout jamais l'espoir qu'on peut triompher en se réclamant à la fois des deux principes qui sont ici en jeu. Rendez un verdict en faveur d'une politique franche, claire et honnête. Que le Canada proclame sa décision si hautement que personne au monde ne manque de l'entendre, ou ne risque de s'y méprendre.

### **LE GOUVERNEMENT A ACCOMPLI SON DEVOIR**

L'administration des affaires du Canada pendant et depuis la guerre a été une tâche gigantesque. Il a fallu improviser, lancer et administrer des organisations successives, et plus d'une d'elles a exigé autant d'efforts et susciter autant de difficultés que l'administration publique entière il y a vingt ans.

La conduite des affaires ordinaires peut être exempte d'erreurs, et quelquefois d'erreurs sérieuses. Il n'est pas d'homme d'affaires qui

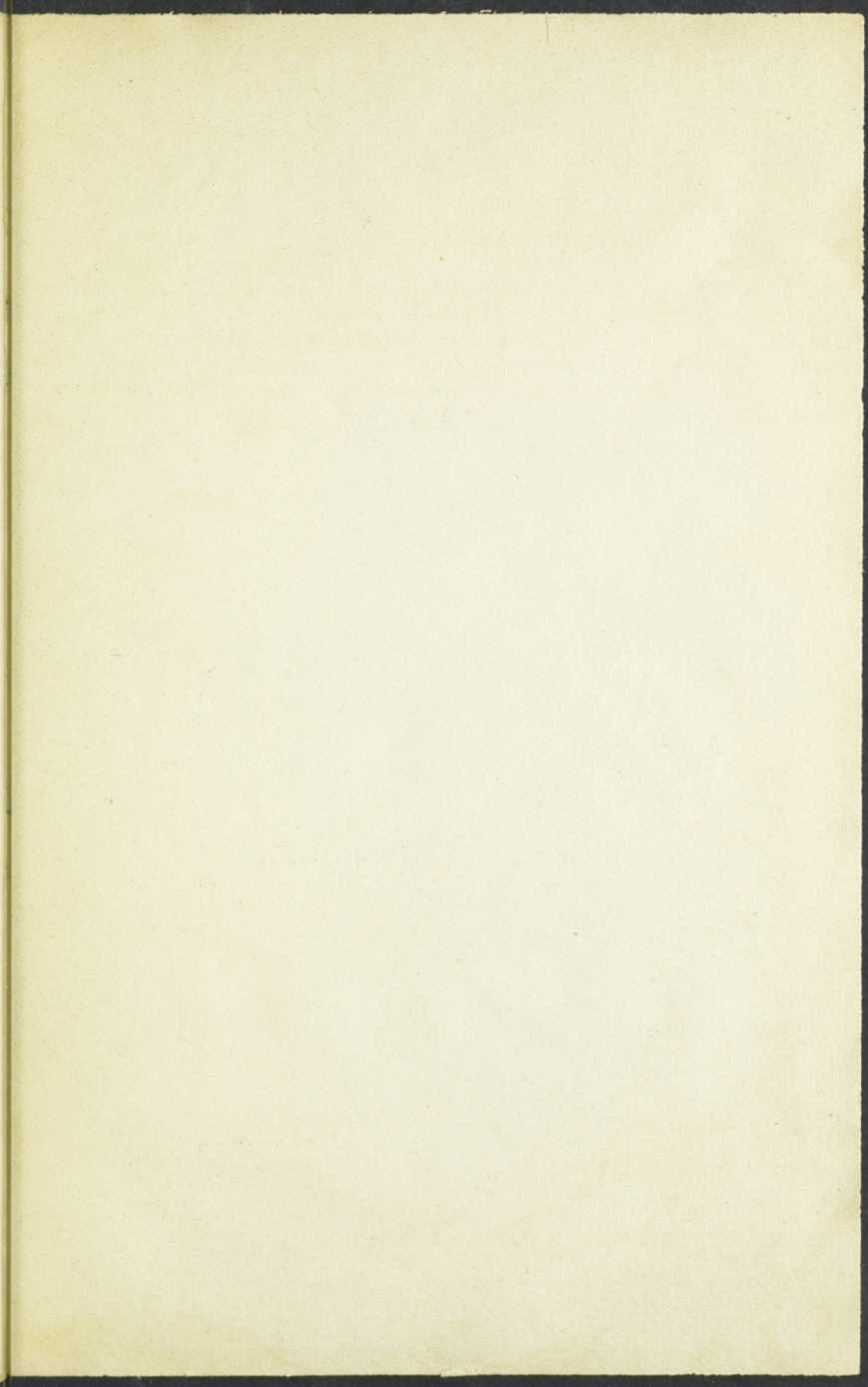
n'ait pris de décisions qu'il critiquerait lui-même aujourd'hui. Le gouvernement d'un grand pays est une responsabilité immense et compliquée. La sincérité d'intention, les francs principes politiques, le courage et le dévouement au service du pays produiront les meilleurs résultats. Les résultats parfaits ou presque parfaits sont impossibles. Ils ne sont que des prédictions de charlatans. Je vous demande, à titre d'hommes et de femmes raisonnables, d'appliquer cette épreuve; c'est la seule qui vaille. Prenez la sphère que vous voudrez d'activité gouvernementale au cours des derniers huit ans. Prenez l'organisation de nos armées, le service d'approvisionnement, la mobilisation et la direction de nos troupes, et enfin la démobilisation. Examinez nos institutions pour le soin de nos invalides, pour l'établissement de nos soldats sur les terres. Voyez tout cela et considérez l'administration de nos finances et l'oeuvre d'avancement de notre commerce. Donnez-vous cette peine et vous ne trouverez rien qui n'est pas susceptible d'amélioration; mais je dis avec assurance — et je veux voir relever mon défi — vous ne trouverez rien qui ne puisse se comparer avantageusement avec l'effort correspondant de toute autre nation qui a participé à la guerre. Je voudrais que le peuple canadien se rende compte du jugement porté par les observateurs étrangers qui se sont mis au courant de ce qui se passe au Canada. Nos faits et gestes au cours des quelques dernières années seront à al louange du pays dans les années à venir — quoi qu'en puissent penser certains critiques du jour.

### S'ORIENTER VERS L'AVENIR

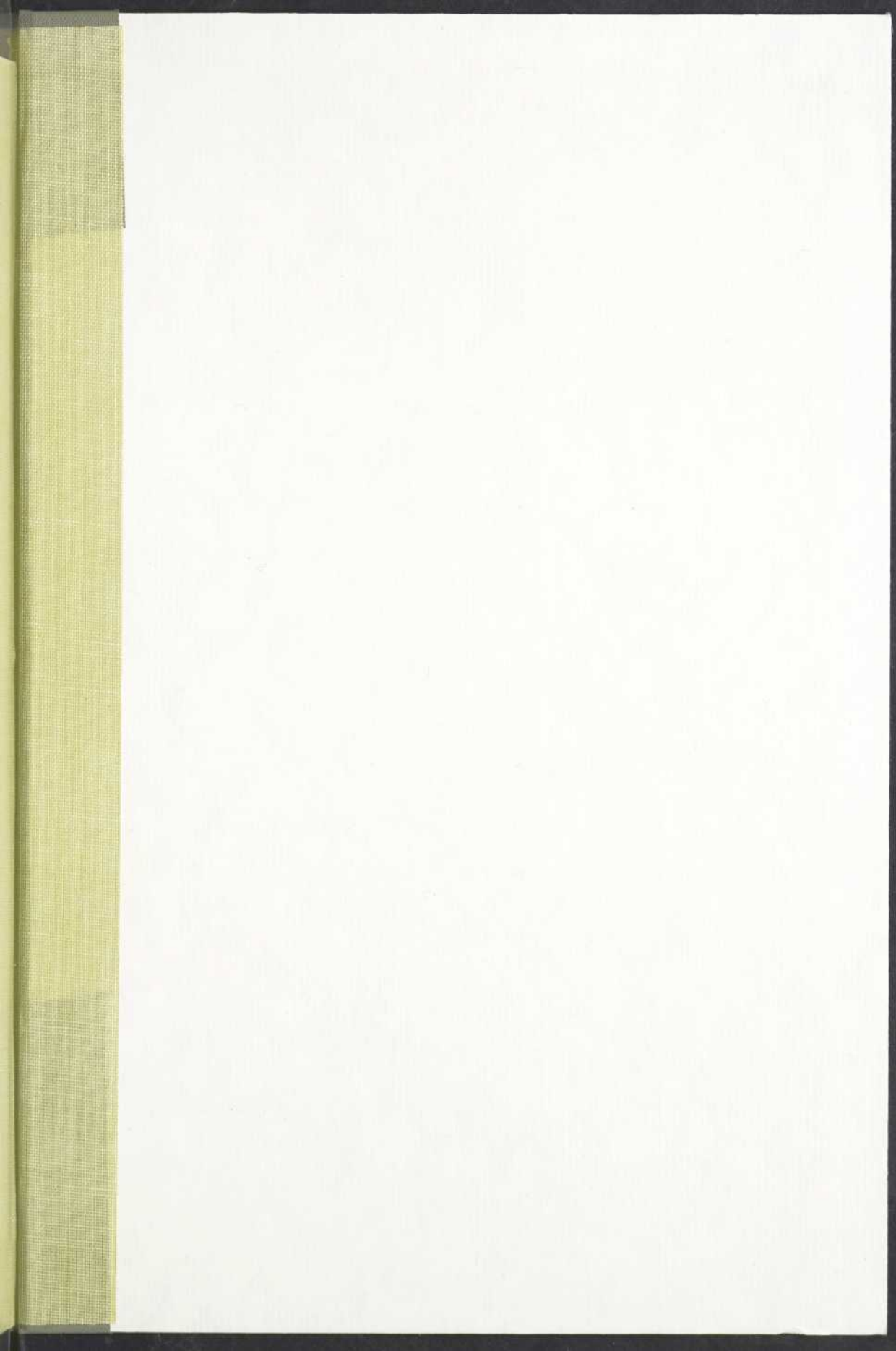
Non, nous ne répudions pas le passé. Nous avons accompli notre devoir, mais nous devons nous orienter vers l'avenir. Nous demandons aux électeurs de cette province d'emboîter le pas derrière nous et de nous fournir les meilleurs d'entre eux pour aider à conduire la marche. Partons d'un même élan. Haut les coeurs. Assurons-nous que nous suivons des voies sûres et droites, et non des chimères et des routes périlleuses; que nos regards soient tournés vers des choses meilleures, une époque meilleure, un avenir rempli d'espérances, au lieu de rester dans les discordes et les dissensions du passé.

### UNITE, STABILITE, PROGRES

Elles n'ont plus leur raison d'être aujourd'hui; elles ne peuvent que miner et affaiblir nos énergies. Au milieu de l'agitation et du tumulte d'un monde livré à un désordre inouï, au milieu des souffrances de peuples sans nombre, proies des ravages et des calamités de la guerre ou victimes de l'erreur, le mot d'ordre gravé plus profondément que jamais au coeur de tout Canadien devrait être: Unité, Stabilité et Progrès.







BNQ



000 338 017